

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

---

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



## MEDIA MONITORING

22 August 2014

---

### **RD Congo: un véritable casse-tête référendaire**

**Source : JOL Press**

**20 août 2014 - En République Démocratique du Congo, l'éventualité de la révision constitutionnelle ne cesse de diviser la majorité présidentielle et l'opposition. Au-delà de cette bataille pour la survie d'un régime, ou l'alternance politique, se pose en réalité la question de la sincérité, de l'honnêteté ou de la malhonnêteté, de l'intérêt personnel au détriment de la chose publique. Ce n'est pas tant l'éventualité d'une révision constitutionnelle qui inquiète les démocrates, mais les véritables raisons de cette initiative.**

#### **Eviter la bérézina en 2015**

S'agissant de l'idée d'une élection des députés provinciaux au suffrage universel indirect, le ministre des Médias et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende Omalanga, a récemment déclaré lors échanges du Forum du NED (National Endowment for Democracy) que « les échéances électorales de 2006 et 2011 [...] avaient démontré à quel point le coût des élections pouvait être prohibitif pour un pays post conflit dont la reconstruction [devait] être entreprise comme la République Démocratique du Congo ».

Par conséquent, il faudrait « envisager la réduction du nombre des scrutins au suffrage universel direct » et « obliger ce pays à se payer quatre élections directes (locales, provinciales, législatives nationales et présidentielle) à chaque législature [reviendrait à] le suicider financièrement ».

De facto, Lambert Mende Omalanga a tenté de justifier la révision de quelques dispositifs de la Constitution du 18 février 2006, plus précisément les articles 101 alinéa 6, 104 alinéas 5 et 8, 197 alinéa 4 et 198 alinéa 2 relatifs aux élections des députés provinciaux, sénateurs et gouverneurs de provinces. L'introduction du suffrage universel direct, dans ce cas précis, évitera à la majorité présidentielle, qui plus est impopulaire auprès des électeurs, une bérézina en cas du scrutin universel direct. Une telle catastrophe hypothéquera sans doute l'éventualité d'une victoire aux élections législatives et présidentielle de 2016.

#### **Assurer les victoires en 2016**

Faute de candidat crédible faut-il croire, la majorité présidentielle a estimé que le fait de détenir tous les pouvoirs dans les institutions provinciales, au Sénat ainsi que dans les gouvernorats ne garantirait pas pour autant les victoires aux prochains scrutins législatifs et présidentiel. Ainsi serait-il indispensable de permettre à Joseph Kabila de se représenter, en amendant l'article 220 dans le but de modifier le nombre de mandats présidentiels.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Au regard de l'article 2018 de la Constitution du 18 février 2006, seule la voix référendaire permettrait de réviser les dispositifs bloqués par le législateur, parmi lesquels figurent le fameux article 220. Néanmoins, rien n'assure une victoire par la voie référendaire. Il faudrait donc contourner l'obstacle.

**Un stratagème anticonstitutionnel**

La modification de la Constitution, selon Lambert Mende Omalanga, est « une démarche légale et c'est ce que la majorité présidentielle compte faire en recourant au constituant originaire, la population, par voie de référendum ». Ainsi a-t-il précisé que le fait d'« organiser le référendum en même temps que les élections locales, municipales et urbaines ne nécessiteraient pas des frais supplémentaires.

En effet, « le référendum coûterait 0 dollar dans ce cas ». Autrement dit, à en croire le ministre des Médias et porte-parole du gouvernement, le processus référendaire devrait être associé aux élections locales, municipales et urbaines. De ce fait, il reviendrait aux candidats auxdits scrutins de faire la campagne sur la révision ou non de l'article 220 de la Constitution du 18 février 2006.

**Le caractère national du référendum**

Il est évident que le processus référendaire relatif aux dispositifs constitutionnels bloqués a impérativement un caractère national, contrairement aux élections locales, municipales et urbaines. Par ailleurs, au regard des propositions la Commission électorale nationale et indépendante (Céni) soutenues par la majorité présidentielle, ces élections risquent de se dérouler au suffrage universel indirect. De ce fait, seuls les grands électeurs y prendraient part. Rappelons également que tout le monde ne sera pas candidat à ces différents scrutins.

Vu sous cet aspect, Lambert Mende Omalanga a effectivement raison en soutenant que le référendum ne coûterait rien au gouvernement. Mais il oublie à dessein de dire que seule une infime minorité de la population se prononcera, comme grand électeur, pour ou contre la révision de l'article 220 et non tous les électeurs. Il s'agira purement et simplement d'un cas flagrant de violation de la Constitution.

En tout cas, rien n'est plus grave que lorsque la loi fondamentale est foulée sous le pied par l'autorité censée la faire respecter. Il est vrai que la Constitution ne doit en aucun cas être figée dans le marbre, mais sa révision ne doit nullement répondre aux seuls intérêts personnels.

**La République démocratique du Congo entame le recensement des réfugiés rwandais**

Source: Digital Congo

Sans surprise, c'est dans le Nord-Kivu que se trouve la plupart de ces réfugiés. Ils sont environ 199.000 dans cette province contre 42.000 au Sud-Kivu.

Kinshasa, 20 August 2014 - Pour la première fois, les réfugiés rwandais ont été identifiés et enregistrés. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés estimait jusqu'à présent que le nombre de réfugiés rwandais dans le monde était de 100.000 personnes.

Mais ils sont déjà presque 245.000, rien qu'au Congo à s'être présentés pour se faire enregistrer. C'est le chiffre auquel est parvenu la Commission nationale congolaise des réfugiés qui avec le soutien du HCR a réalisé ce recensement.

Sans surprise, c'est dans le Nord-Kivu que se trouve la plupart de ces réfugiés. Ils sont environ 199.000 dans cette province, et 42.000 au Sud-Kivu. Mais on en retrouve aussi dans le

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Katanga, au Kasai-Oriental, dans le Maniema, en Equateur et encore dans une moindre mesure à Kinshasa.

[En savoir plus>>](#)

## **Au Congo, une milice pygmée a récemment incendié des villages du Katanga**

Source : Sudinfo.be (Avec les rédactions du Soir en ligne, du Soir, d'AFP, d'AP et de Belga)

**20 août 2014** -Une milice pygmée a récemment incendié plusieurs villages d'une autre ethnie au Katanga, une province du sud-est de la République Démocratique Du Congo théâtre de violences intercommunautaires, a annoncé ce mercredi la Mission de l'ONU (Monusco). MuboneMbuyu, commandant d'une milice pygmée a, « en représailles pour les atrocités commises contre les Pygmées, incendié entre les 10 et 12 août 2014 plusieurs villages appartenant aux membres de la communauté luba » dans les territoires voisins de Kabalo et de Manono, dans le nord du Katanga, a indiqué à la presse le Lt-colonel Félix-Prosper Basse, porte-parole de la Monusco.

## **RDC : les violences sexuelles faites aux femmes sont éloquentes**

Source : Agence d'Information d'Afrique centrale

Par Aline Nzuzi

**20 août 2014 - L'hôpital Heal Africa spécialisé dans l'aide aux victimes de viols, à Goma au Nord-Kivu vient de rendre publics les résultats effarants de son recensement sur le viol des femmes dans les provinces du Nord-Kivu et Maniema.**

Le nombre de femmes violées dans la période allant de janvier à juin de l'année en cours remonte à la surface la problématique des violences sexuelles faites aux femmes en RDC. Ce qui montre que ces violences sont impressionnantes. L'hôpital Heal Africa a recensé près de 2829 personnes violées entre janvier et juin derniers dans les provinces du Nord-Kivu et du Maniema. La majorité de ces victimes sont des femmes. Certaines d'entre elles ont été recensées sur cette période mais ont parfois été violées avant 2014. Pour ce qui est de la prise

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

en charge médicale de ces victimes de violences sexuelles, le porte-parole de l'hôpital, Ferdinand Mugisho, a reconnu que sa structure n'a pas pu soigner toutes les victimes. « *Certaines sont trop loin, d'autres leurs parents ne les encouragent pas de venir si les blessures ne sont pas très graves, ou se font soigner dans des centres de santé près de chez elles* », a dit le porte-parole.

L'hôpital a enregistré 1679 incidents qui se sont vraiment produits sur le premier semestre et en a pris en charge 1573. De son côté, le représentant légal de Heal Africa, Jonathan KaserekaMuhindoLusi, lance un appel aux partenaires de l'hôpital leur invitant à « *multiplier les efforts dans la lutte contre les violences sexuelles pour mettre fin à l'impunité* ». Selon lui, il est déplorable que sur 440 dossiers suivis par nos cliniques juridiques, seulement 98 jugements ont été rendus au Nord-Kivu et au Maniema. Heal Africa assure la prise en charge holistique des survivants de violences sexuelles. Cette formation médicale a fourni à beaucoup des femmes violées une assistance médicale, psychosociale, économique et juridique. Plus d'un millier d'entre elles ont reçu un traitement dans les 72 heures suivant l'agression pour prévenir une contamination au VIH-sida et une grossesse indésirée.

## AMISOM to leave Somalia in 2016 – envoy

### Source: The New Vision

By David Lumu

**20 August 2014 - The African Mission to Somalia (AMISOM), a peace keeping mission operated by the African Union would be leaving Somalia in 2016, according to the latest assessment by stakeholders.**

Lydia Wanyoto, the Acting Special Envoy of the African Union to Somalia and Eng. Sheik Sayid Ahmed Dahir, the Somalia ambassador to Uganda say that the roadmap of 2016 would be adhered to and that by that time the federal Government would have developed capacity to independently run the affairs of the war-torn state.

Sayid Ahmed said that Somalia is on the right path and thanked regional Governments, especially Uganda for ensuring that the conflict is subdued.

“Somalia will have no more conflict in the coming years; and with the help our friendly countries, we are now ready to take full control. We welcome the capacity building trainings that our partners are conducting and I urge our countrymen to enforce what they have studied for the betterment of our country,” he said.

According to Wanyoto, the process of Somalia becoming autonomous is almost achievable and that the only roadblock is the complete “flush out of Al-Shabaab” from the sea.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

“Going by the current projections, we are almost certain that we shall see take off in 2016 and according to our roadmap, AMISOM would be leaving Somalia in 2016. The target is achievable. So, as we clean out Al-Shabaab, we have the mandate to build capacity and this is a process we have embarked on,” she said.

The two envoys were commenting on the AMISOM deployment in Somalia during the international humanitarian law training on Wednesday at Munyonyo Commonwealth Resort hotel yesterday where over 30 officers from Somalia National Army were equipped with techniques on how to handle civilians.

In 2013, the United Nation Security Council extended the mandate of AMISOM to 2016. In preparation to leave Somalia in 2016, Wanyoto said that AMISOM has embarked on the third phase of training the national army with modern professional army strategies, especially changing their mindset from conflict-occupied to be more mindful of the human rights.

These efforts are part of preparations for the 2016 general elections in Somalia. Uganda, Burundi, Djibouti, Sierra Leone, Kenya and Ethiopia are the AMISOM troop contributing countries.

However, before the training started yesterday the thirty Somalia soldiers staged a brief protest demanding the organizers of the training to sort out their challenges related to travel, accommodation and other allowances.

The soldiers briefly engaged the Somalia ambassador to Uganda in a two-hour closed meeting demanding that before he leaves the training, he should first sort out their demands.

Later, Wanyoto and Sheik Sayid Ahmed told New Vision that the soldiers had “administrative” problems that they wanted addressed urgently.

“There were administrative issues that we have resolved. Some faced challenges during their travel from Nairobi to Kampala. Their history is that of conflict, they are very sensitive people and dealing with them is not business as usual but we know how to handle them,” she said.

**Uganda: IGAD mediation is the tool of achieving peace in the Horn of Africa**

Source: News Vision (Uganda) and Horn of Africa Newline (HAN)

Kampala, August 19, 2014 - Regional diplomacy and security news. Regional envoys from IGAD member states meeting at Munyonyo Commonwealth Resort hotel in Uganda’s capital Kampala have called for a standby mediation team to boost early warning mechanisms and also diffuse conflicts within the member states. IGAD’s executive secretary Ambassador Mahboub Maalim spoke at the opening of a five-

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

day high-level mediation course. He said the establishment of a roster of mediators will help the Intergovernmental Authority on Development to “build capacity on preventive diplomacy and conflict resolution” by utilizing home-grown solutions to home problems. Twenty-one people were nominated by member states—Djibouti, Ethiopia, Eritrea, Kenya, Somalia, South Sudan, Sudan and Uganda – to constitute the IGAD standby mediation team. According to Dr. Aleu Garang, the mediation coordinator at IGAD, the core team on mediation would help boost the three-year mediation IGAD office by tackling and averting conflicts among member states.

“We are aiming at institutionalizing mediation so that we have a core team that we can rely on.”

Launching the training, Asuman Kiyangi, the ministry of state for regional affairs said mediation “is the most accepted tool of achieving peace among the warring nations”.

## Over 70 South Sudan refugees enter Uganda daily

### Source: The New Vision

By Ismael Kasooha

ADJUMANI, 22 August 2014 - **An estimated 70 refugees from South Sudan enter Ugandan on a daily basis in Adjuman, statistics indicate.**

The officer in charge of Adjuman refugee desk under the Office of the Prime Minister, Titus Jogo, talking to the New Vision said “refugees continue pouring into the country especially in Adjumani, with 70 persons entering the country on a daily basis.”

[Learn more>>](#)